# Résultat de recherche d'images pour "fo habitat"New UIAPF-FO

## Union nationale des personnels Force Ouvrière HABITAT

## ***153-155 Rue de Rome, 75 017 Paris***

# [***fohmp@wanadoo.fr /***](mailto:fohmp@wanadoo.fr%20/) ***06.16.93.85.57***



Baisse des APL :

Mesure inacceptable !

*Paris, le 17 Octobre 2017*

Du 26 au 28 septembre 2017 s’est tenu le 78e Congrès de l’Union sociale pour l’habitat dans un climat particulièrement tendu. Les débats portés principalement sur la baisse des aides personnalisées au logement (APL).

En effet, dans le cadre du projet de loi de Finances 2018, le gouvernement a décidé de baisser de 50 **à** 60 euros (par mois et par foyer) les APL versées directement aux bailleurs sociaux tout en imposant juridiquement à ces derniers de diminuer de leurs loyers.

Cette mesure s’inscrivant juste après la baisse récemment annoncée des APL de cinq euros vise à réduire de 1,7 milliard d’euros la dépense publique dans le secteur social et ce sont les bailleurs sociaux qui porteront à hauteur de 1,5 milliard le coût de celle-ci.

Les Coopératives HLM, les Entreprises sociales pour l’habitat (ESH), les Offices Publics de l’Habitat (OPH) seront toutes touchées par ce projet. Par ailleurs, au regard des interventions de Monsieur le Ministre de la Cohésion des territoires, Jacques Mézard, de son Secrétaire d’État, Julien Denormandie et dernièrement du Président de la République tout laisse à penser que le gouvernement souhaite aller au bout de cette démarche qui est une catastrophe pour le logement social.

Ces réductions drastiques nous font penser légitiment qu’elles impacteront directement l’emploi, les rémunérations les budgets d’entretien courant des patrimoines, les projets de réhabilitations… au sein de nos différentes structures.

L’Union Nationale des Personnels Force Ouvrière de l’Habitat au même titre que les nombreux participants locataires, responsables d’associations de lutte contre le mal-logement, des directeurs d’organismes HLM président de l’USH, des Fédérations des ESH et OPH de la Caisse des Dépôts, mais aussi des nombreux élus, réclame le retrait de cette mesure gouvernementale.

***FO* demande que soit amorcée une véritable concertation avec les différents acteurs du logement social et le gouvernement.**